
RÉSILIENCE DES INSTITUTIONS ET LASSITUDE DES OPINIONS

Bruno Cautrès

Chercheur CNRS

bruno.cautres@sciencespo.fr

Une année après le début de la crise sanitaire, quel bilan nous permet de dresser la vague 12 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF à propos de l'opinion publique en France, comparée à celle de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie ? Il y a un an, nous avons conduit cette première comparaison européenne (vague 11), sans l'Italie. Nous avons alors conclu que la France persistait dans ses tendances déifiantes structurelles vis-à-vis de la politique tout en enregistrant un rebond de confiance dans les institutions. Ce rebond important s'expliquait en fait par un effet de contraste avec la vague 10 de notre Baromètre, celle réalisée fin décembre 2018 en pleine crise des Gilets jaunes.

Quelques semaines plus tard, alors que le chef de l'État annonçait le début du premier confinement, nous avons décidé de réinterroger par panel les mêmes personnes que celles qui avaient répondu à notre enquête en février 2020. Au mois d'avril, les mêmes français, britanniques et allemands avaient à nouveau répondu à notre enquête (vague 11bis). Nous avons alors constaté que si la crise naissante provoquait dans les trois pays une forte demande de protection de la part des institutions et des gouvernements, la France persistait une fois encore dans ses tendances déifiantes. L'évaluation que les Français faisaient de la gestion de la crise par leur gouvernement était très nettement plus négative qu'en Allemagne et au Royaume-Uni, tandis que l'expérience vécue du confinement faisait apparaître des inégalités sociales majeures dans cette expérience et des tensions politiques toujours très fortes. Avec Yann Algan, Daniel Cohen et Luc Rouban, nous avons alors conclu qu'en France, la crise sanitaire prolongeait la crise démocratique : tout se passait comme si le « stock » de méfiance était tellement important en France qu'un choc sanitaire et qu'un choc dans l'action publique (le soutien aux Français et aux entreprises), ne parvenait pas à inverser la courbe de la défiance française.

Où en sommes-nous un an après ? Près d'un quart de la présidence Macron aura été passée à gérer cette crise jusqu'à présent. Le chef de l'État a multiplié durant cette année de crise les interventions et allocutions, a changé de premier ministre et a souhaité incarner une nouvelle posture de protecteur de la nation en tant de crise. L'opinion française en a-t-elle été modifiée ? Quelles sont les dimensions de la confiance qui ont été modifiées ou sont restées stables ?

Une opinion marquée par la lassitude et la morosité

La vague 12 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF montre une opinion publique en France d'abord marquée par des sentiments pessimistes. C'est avant tout le sentiment de « lassitude » qui s'exprime en France lorsque l'on demande aux personnes interrogées de décrire leur état d'esprit : la lassitude (citée par 41% des Français) passe en tête, suivie de la « morosité » (34%) puis de la « méfiance » (28%). Ce triptyque de qualificatifs pessimistes caractérise très clairement la France lorsqu'on la compare aux trois autres pays européens : Allemands et Britanniques citent (et de loin) la sérénité en premier pour caractériser leur esprit actuel. Si les Italiens mettent en tête, comme les Français, la lassitude et la morosité, c'est en revanche la sérénité et la confiance qui viennent juste après.

La morosité et la lassitude qui caractérisent les données françaises de notre enquête trouvent un écho dans le niveau plus faible, sur de nombreux indicateurs, de la « confiance sociale », la confiance que l'on met dans les autres.

Tableau 1 : Le sentiment de lassitude (% de citation) exprimé pour caractériser le mieux l'état d'esprit actuel.

Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 11 à Vague 12

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
V11 (février 2020)	28	7	19	-
V11bis (avril 2020)	28	13	27	-
V12 (février 2021)	41	15	31	40

Tableau 2 : Le sentiment de morosité (% de citation) exprimé pour caractériser le mieux l'état d'esprit actuel.

Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 11 à Vague 12

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
V11 (février 2020)	22	7	15	
V11bis (avril 2020)	28	10	15	
V12 (février 2021)	34	14	16	24

Si la confiance que l'on porte à sa famille reste très élevée en France, comme dans les trois autres pays étudiés, la confiance sociale reste, en effet, un point faible français, particulièrement vis-à-vis du Royaume-Uni où la confiance dans les personnes d'une autre nationalité est nettement plus élevée. Si l'on observe une petite amélioration sur certains indicateurs, la France continue d'être, par

rapport aux autres pays étudiés, une « société de la défiance sociale », très comparable à cet égard à l'Italie et très différente du Royaume-Uni et de l'Allemagne : 62% des Français interrogés déclarent que « l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » et seuls 35% déclarent que « l'on peut faire confiance à la plupart des gens » (29% en Italie mais 42% en Allemagne et 45% au Royaume-Uni).

Une confiance sociale toujours faible

On dit parfois que si la France est le pays de la défiance sociale, elle est en même temps le pays du bonheur de vivre et du plaisir de vivre en France : si l'on considère une facette du bonheur de vivre, notre indicateur de satisfaction avec la vie que l'on mène, les Français que nous avons interrogés ne sont que 35% à se déclarer clairement satisfaits de leur vie contre 34% en Italie, 38% au Royaume-Uni et 40% en Allemagne. Les Français considèrent d'ailleurs, plus que dans les trois autres pays, qu'au cours des dernières années leur niveau de vie s'est dégradé. De même, lorsqu'on leur demande de comparer leur situation sociale à celle de leurs parents au même âge, seuls 36% des Français disent qu'elle est aujourd'hui meilleure, contre 41% en Italie, 45% en Allemagne et 47% au Royaume-Uni. En France, la défiance sociale est fortement corrélée avec l'idée que l'ascenseur de la mobilité sociale ne fonctionne pas bien : seuls 25% estiment que les règles du jeu sont les mêmes pour tous dans la société, comme 26% des enquêtés italiens mais 42% des enquêtés allemands et 41% des enquêtés britanniques.

Comme on le voit, la crise sanitaire n'a pas modifié en profondeur les lignes du point de vue des tendances bien ancrées en France à une confiance sociale moindre que dans les autres pays. Mais qu'en est-il de la confiance institutionnelle et politique ?

Une confiance politique et institutionnelle en deux dimensions

Les données de la vague 12 du Baromètre montrent à cet égard une ligne de séparation, comme s'il y avait deux dimensions de la confiance politique et institutionnelle (le haut du tableau 4 et le bas du tableau 4). D'une part, la confiance dans les institutions, notamment dès lors qu'elle concerne les dimensions de l'État protecteur ou qu'elle incarne les niveaux les plus territoriaux de l'action a bien résisté, voire s'est améliorée. D'autre part, l'incarnation politique de l'action publique et tout ce qui touche à la sphère de l'espace politique continue d'être négativement perçue. On peut parler d'une vraie dualité de l'opinion publique à cet égard : aux yeux des Français, l'État-protecteur a bien résisté et apparaît comme résilient pour traverser la crise tandis que l'univers de la politique continue d'incarner la distance et le déficit démocratique. Si l'univers de la décision politique (ceux qui sont aux commandes : président de la République, Premier ministre, Union européenne, députés) tire un léger bénéfice de la situation, celui de la politique au sens large du terme ne s'en tire pas aussi bien.

On voit d'ailleurs que si les exécutifs des autres pays ont beaucoup perdu de points dans l'évaluation par leurs opinions de leur gestion de la crise, l'exécutif français reste nettement en retrait et largement évalué négativement. L'écart l'évaluation de la gestion de crise reste très important et très en défaveur de l'exécutif français.

**Tableau 3 : Perception de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement
(% de réponse « gère bien la crise »).
Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 11bis et Vague 12**

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
V11bis (avril 2020)	39	74	69	
V12 (février 2021)	37	56	48	52

**Tableau 4 : La confiance dans les institutions publiques et organisations.
Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 11 à Vague 12**

	V11 (février 2020)	V11bis (avril 2020)	V12 (février 2021)
Hôpitaux	80	87	81
Petites et moyennes entreprises	77	79	78
Armée	76	77	77
École	70	74	73
Police	66	68	69
Associations	-	67	66
Sécurité sociale	69	74	69
Grandes entreprises publique	44	52	48
Justice	46	49	48
Grandes entreprises privées	43	45	44
Banques	35	39	38
Syndicats	27	31	32
Médias	28	31	28
Responsables religieux	27	29	34
Réseaux sociaux	17	17	17
Partis politiques	13	13	16

On constate néanmoins que toutes les institutions ou acteurs politiques institutionnels voient leurs niveaux de confiance soit être stables, soit augmenter de quelques points entre le début de l'année 2020 et le début de 2021. Il faut ici tenir compte de la vague 11bis de notre enquête, celle qui avait été réalisée au printemps 2020 (avril) : on s'aperçoit alors que c'est à ce moment-là que cette remontée de la confiance institutionnelle s'installe et qu'elle perdure jusqu'à aujourd'hui.

**Tableau 5 : La confiance dans les institutions politiques.
Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 11 à Vague 12**

	V11 (février 2020)	V11bis (avril 2020)	V12 (février 2021)
Union européenne	36	36	42
Le Sénat	33	-	39
Institution présidentielle	30	34	37
Assemblée nationale	31	33	38
Gouvernement	27	32	35

**Tableau 6 : La confiance dans les acteurs politiques institutionnels.
Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 11 à Vague 12**

	V11 (février 2020)	V11bis (avril 2020)	V12 (février 2021)
Le maire	63	63	65
Le député	37	38	44
Le président de la République actuel	30	34	37
Le premier ministre actuel	31	35	37

Une forte défiance dans la politique, toujours là

Ces évolutions n’ont pas remis en cause de manière fondamentale la crise française de la défiance dans la politique. Les Français, souvent plus que les Allemands et les Britanniques, souvent autant que les Italiens, continuent malgré tout de percevoir négativement les acteurs du jeu politique. Ils font bien la distinction entre les institutions publiques, les institutions politiques et les détenteurs des mandats politiques. Malgré quelques inflexions vers une opinion moins sévère à propos des hommes et femmes politiques, le jugement des Français semble toujours bien correspondre à une vision négative de la politique, comme le montre le tableau 7, comparant les évolutions de notre Baromètre sous la présidence d’Emmanuel Macron.

**Tableau 7 : L’évolution des attitudes à propos de la politique depuis l’élection d’Emmanuel Macron.
Baromètre de la confiance politique CEVIPOF, Vague 9 à Vague 12**

	V9 (janvier 2018)	V10 (janvier 2019)	V11 (février 2020)	V11 bis (avril 2020)	V12 (février 2021)
Les hommes et les femmes politiques ne se préoccupent pas de ce que les gens comme vous pensent	83	85	80	77	80
Les hommes et femmes politiques sont plutôt corrompus	71	72	71	-	65
La démocratie ne fonctionne pas très bien en France	61	70	64	57	55
Éprouvent de la méfiance lorsqu’ils pensent à la politique	39	37	37	-	39
Les hommes et les femmes politiques essaient de tenir leurs promesses	24	26	29	-	32
Éprouvent du dégoût lorsqu’ils pensent à la politique	25	32	27	-	23

La présidence d’Emmanuel Macron n’a donc pas encore inversé cette courbe de la défiance politique ; nos données traduisent bien souvent qu’une demande de démocratie plus inclusive, plus proche des préoccupations des Français et leur donnant plus souvent la parole en direct s’exprime fortement en France. Les conventions citoyennes, le tirage au sort et le rôle du Conseil économique, social et environnemental font partie, à leurs yeux, de ce nouveau modèle démocratique qu’ils appellent de leurs vœux. Si la démocratie par temps de

Covid est une figure imposée par des circonstances exceptionnelles, il faut souhaiter que de cette expérience traumatique et douloureuse sortira un bien collectif permettant de continuer à répondre à une question simple mais forte : pour quelles raisons les Français font-ils moins confiance à leur système politique et à ses acteurs ? Comment ressourcer notre modèle démocratique ? Pour l'heure, les Français ont leur idée sur la question : ils répondent en majorité, et nettement plus que les Allemands, les Britanniques ou les Italiens, que le problème est inverse, c'est le gouvernement qui ne ferait pas assez confiance aux Français.

Édition : Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : CAUTRÈS (Bruno) «Résilience des institutions et lassitude des opinions», *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, vague 12, février 2021, 6 p.

© CEVIPOF, 2021 Bruno Cautrès